

arrêté mis en ligne le 8 avril 2024

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques /CS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

**ARRETE
DU MAIRE DE LIBOURNE**

Du 2 avril 2024

ST/A-2024-260

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1^{er} septembre 2022,

Vu la demande présentée par LACIS groupe NGE sise Parc d'Activités d'Estigeac – 9 Chemin de Monfaucon 33127 MARTIGNAS SUR JALLE, dans le cadre de travaux de terrassement pour la pose d'une borne arrêt minute face aux n°56, 60 rue Jules Ferry.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE:

ARTICLE 1° - Entre le 15 avril 2024 et le 26 avril 2024, le stationnement sera interdit rue Jules Ferry entre la place Abel Surchamp et la borne arrêt minute existante, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 2° - Entre le 15 avril 2024 et le 26 avril 2024, pas de travaux les mardis et vendredis, jours de marché.

ARTICLE 3° - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 4° - La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.

ARTICLE 5° - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6° - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ d'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le deux avril deux mille vingt-quatre.



Pour le Maire par délégation
Le conseiller délégué à la voirie,
à la propreté,
au Centre Technique Municipal
et au plan communal de sauvegarde
Bilal HALHOUL

Signé électroniquement par : Bilal Halhoul
Date de signature : 08/04/2024
Qualité : Parapheur B Halhoul Libourne